



Assemblée générale

Distr. générale
23 juillet 1998
Français
Original: anglais

Cinquante-troisième session

Point 114 de l'ordre du jour provisoire*

**Rapports financiers et états financiers vérifiés
et rapports du Comité des commissaires aux comptes**

Résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session

Note du Secrétaire général

Le Secrétaire général a l'honneur de transmettre aux membres de l'Assemblée générale, conformément à la résolution 47/211 de l'Assemblée, en date du 23 décembre 1992, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports du Comité des commissaires aux comptes sur la vérification des comptes de l'exercice terminé le 31 décembre 1997.

* A/53/150.

Lettre d'envoi

Le 15 juillet 1998

Monsieur le Secrétaire général,

..... J'ai l'honneur de vous transmettre, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 18 de sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée à sa cinquante-troisième session.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire général, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Vijay Krishna **Shunglu**

Le Secrétaire général de l'Organisation
des Nations Unies
New York

Lettre d'envoi

Le 15 juillet 1998

Monsieur le Président,

..... J'ai l'honneur de vous transmettre, comme suite à la demande formulée par l'Assemblée générale au paragraphe 18 de sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, le résumé concis des principales constatations, conclusions et recommandations figurant dans les rapports établis par le Comité des commissaires aux comptes pour examen par l'Assemblée à sa cinquante-troisième session.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde,
Président du Comité des commissaires aux comptes
de l'Organisation des Nations Unies
(Signé) Vijay Krishna **Shunglu**

Le Président de l'Assemblée générale
des Nations Unies
New York

1. Dans sa résolution 47/211 du 23 décembre 1992, l'Assemblée générale a invité le Comité des commissaires aux comptes à récapituler les principales anomalies relevées dans la gestion des programmes et la gestion financière, les cas de détournement de fonds ou de fraude, ainsi que les mesures prises à cet égard par les organismes des Nations Unies. Les constatations, conclusions et recommandations figurant dans le présent résumé sont essentiellement celles qui présentent une importance particulière du point de vue de thèmes communs aux organisations dont le Comité vérifie les comptes. Les constatations détaillées relatives aux différentes organisations sont consignées dans les rapports pertinents. Le Comité a présenté des rapports sur les organisations dont la liste figure dans l'annexe au présent rapport.
2. Le présent résumé contient des observations sur les recommandations antérieures du Comité qui n'ont pas été intégralement appliquées ainsi que sur les questions financières et de gestion énumérées ci-après :

Questions financières :

- Opinions du Comité comportant des réserves;
- Conformité aux normes comptables pour le système des Nations Unies;
- Comptabilisation des dépenses de programme;
- Résultats des activités;
- Coefficients de liquidités;
- Concordance des comptes.

Questions de gestion :

- Lacunes constatées dans la gestion et la planification des achats;
- Lacunes constatées dans la gestion des programmes;
- Lacunes constatées dans la gestion des ressources humaines;
- Lenteurs constatées dans l'exécution des projets d'équipement;
- Préparatifs en vue du passage à l'an 2000.

A. Recommandations antérieures qui n'ont pas été pleinement appliquées

3. Le Comité a attiré séparément l'attention, dans les rapports consacrés à différentes organisations, sur ses recommandations qui n'avaient pas été pleinement appliquées par les administrations. À l'exception du Centre du commerce international (CCI), du Programme des Nations Unies pour

le développement (PNUD) et de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, toutes les organisations dont le Comité a vérifié les comptes avaient laissé des recommandations en suspens, partiellement ou complètement.

B. Questions financières

1. Opinions comportant des réserves

4. Le Comité a assorti son opinion de réserves en ce qui concerne les états financiers de trois organisations : le PNUD, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et le Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID). Dans ces trois cas, il a limité la portée de son opinion faute d'avoir obtenu des preuves suffisantes – sous forme d'attestations d'audit provenant de gouvernements et d'organisations non gouvernementales – que les fonds qui avaient été avancés pour des projets exécutés à l'échelon national avaient été dépensés aux fins pour lesquelles ils étaient prévus. Les montants en jeu étaient de 520 millions de dollars pour le PNUD, de 83,1 millions de dollars pour le FNUAP et de 17,9 millions de dollars pour le PNUCID. Le Comité a noté que le volume des dépenses au titre de l'exécution nationale a fortement augmenté au PNUD et que, grâce aux recommandations qu'il avait formulées en 1994-1995 en vue d'améliorer les procédures d'audit dans ce domaine, la proportion des dépenses correspondantes couverte par les rapports de vérification des comptes est passée de 68 % en 1994-1995 à 73 % en 1996-1997, pour cet organisme. Au FNUAP, les rapports présentés rendaient compte de près de 70 % des dépenses afférentes aux projets exécutés à l'échelon national et des progrès notables ont été enregistrés dans la suite donnée aux recommandations en suspens qui figuraient dans les rapports d'exercices antérieurs. Au PNUCID, les rapports sur la vérification des comptes des projets exécutés à l'échelon national laissaient à désirer mais un effort important avait été fait pour encourager les agents d'exécution à communiquer des rapports.

2. Normes comptables pour le système des Nations Unies

5. Le Comité a confirmé que les organisations s'étaient d'une manière générale conformées aux normes comptables communes pour l'exercice biennal 1996-1997. Toutefois, des travaux supplémentaires seront nécessaires si l'on veut que les états financiers soient parfaitement en accord avec lesdites normes. Il faut surtout améliorer la présentation de renseignements sur la valorisation des biens et des contributions en nature, les pertes de change déduites des recettes, les provisions constituées pour les contributions annoncées qui sont

irrécouvrables, les soldes des fonds de réserve et les versements à effectuer lors de la cessation de service.

3. Comptes et rapports financiers

Comptabilisation des dépenses de programme

6. À l'UNICEF, la recommandation antérieure du Comité concernant la pratique qui consiste à comptabiliser l'assistance en espèces fournie aux gouvernements en tant que dépenses de programme au moment où les avances sont consenties n'a pas été appliquée lors de l'établissement des états financiers de l'exercice 1996-1997. L'Administration a l'intention de modifier le Règlement financier et les règles de gestion financière de l'organisation pour valider cette pratique, après avoir dûment consulté le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires, et sous réserve de l'approbation du Conseil d'administration du Fonds. Le Comité a noté que les dépenses de 1 356 400 dollars au titre des programmes figurant dans les états financiers pour l'exercice biennal 1996-1997 comprenaient des avances en espèces d'un montant de 100,6 millions de dollars qui n'avaient pas été régularisées par les gouvernements au 31 décembre 1997 (A/53/5/Add.2, chap. II, par. 15).

7. De même, au Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), les états financiers ne reflétaient pas fidèlement les dépenses effectuées pendant l'année; un montant de 193,5 millions de dollars n'était pas étayé dans les comptes présentés par les partenaires opérationnels et n'avait pas été ajusté sur le compte d'attente à la fin de l'année (A/53/5/Add.5, chap. II, par. 26).

4. Résultats des activités

8. Les comptes de plusieurs organisations étaient déficitaires. À l'UNICEF, un déficit des recettes de 14,6 millions de dollars a été enregistré par rapport aux dépenses, contre 5,4 millions de dollars déclarés lors de l'exercice précédent. Au PNUCID, le déficit se chiffrait à 1,1 million de dollars. À l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA), le montant total des recettes pour l'ensemble des fonds s'est élevé à 633,8 millions de dollars et celui des dépenses à 651,5 millions de dollars, d'où un déficit de 17,7 millions de dollars qui a été financé par le Fonds général. Le Fonds «Dons à des fins spéciales» de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche faisait apparaître un déficit de 414 923 dollars alors qu'il enregistrerait un excédent de 853 311 dollars en 1996 (A/53/5/Add.2, chap. II, par. 19; A/53/5/Add.9, par. 16; A/53/5/Add.4, chap. II, par. 17; A/53/5/Add.3, chap. II, par. 9, 12 et 14).

9. Le Comité a noté avec satisfaction que les recettes nettes provenant des activités lucratives ont considérablement augmenté à l'Organisation des Nations Unies, puisqu'elles sont passées de 0,5 million de dollars en 1994-1995 à 4,3 millions en 1996-1997. En revanche, le chiffre d'affaires de la boutique-cadeaux de l'ONU est tombé de 5,8 millions de dollars pour l'exercice biennal 1994-1995 à 2,6 millions de dollars pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997, à la suite de la décision de l'Administration de sous-traiter la gestion de la boutique, ce qui a entraîné une réduction des achats de nouveaux articles mis en vente. Le Comité a constaté que les bénéfices sont tombés à 380 000 dollars en 1996-1997 contre 1,2 million en 1994-1995 (A/53/5 (vol. I), sect. II, par. 66 à 69).

5. Coefficients de liquidité

10. Les coefficients de liquidité de l'UNICEF, de l'UNRWA et de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains se situaient au-dessous de la norme admise selon laquelle le rapport entre l'actif et le passif à court terme ne devrait pas être inférieur à 2. À l'UNICEF, l'actif réalisable s'élevait à 716 millions de dollars et était supérieur de 188 millions au passif à court terme (528 millions de dollars), ce qui correspondait à un coefficient de liquidité de 1,36. À l'UNRWA, le coefficient s'établissait à 1,49 au 31 décembre 1997. À la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le rapport entre l'actif réalisable de 17,4 millions de dollars et le passif à court terme de 12,0 millions de dollars était égal à 1,46. Il est donc nécessaire d'améliorer la gestion des fonds de roulement dans les diverses organisations (A/53/5/Add.2, chap. II, par. 20; A/53/5/Add.3, chap. II, par. 15; A/53/5/Add.8, chap. II, par. 29 et 30).

6. Concordance des comptes

11. Les soldes des comptes débiteurs et des comptes créditeurs figurant dans le bilan préliminaire du Fonds général de l'Organisation des Nations Unies étaient très supérieurs (127,4 millions de dollars) à ceux figurant dans les états financiers. Dans certains cas, lorsque l'Organisation recevait une somme en règlement intégral ou partiel d'un élément d'un compte débiteur, le Système intégré de gestion (SIG) était incapable de porter cette somme en regard de l'élément correspondant du compte en question et l'enregistrait au contraire dans un compte créancier. Aussi, le Comité s'est-il interrogé sur la capacité de l'Administration à contrôler les comptes débiteurs, à recouvrer les sommes dues et à continuer de contrôler dûment les comptes créanciers. Il a recommandé que l'Administration modifie le troisième module du SIG afin : a) d'éviter d'avoir à procéder à des

ajustements majeurs des comptes débiteurs et créanciers gérés par d'autres systèmes; b) de fournir des informations précises concernant l'identité des débiteurs/créanciers pour chacune des dépenses inscrites aux comptes débiteurs et créanciers; et c) de permettre à l'Organisation de continuer activement à recouvrer les sommes qui lui sont dues, en particulier celles qui sont inscrites aux comptes restés longtemps en souffrance (A/53/5 (vol. I), sect. II, par. 33, 34, 36 et 39).

12. Les bureaux des Nations Unies utilisent le système des bordereaux interservices pour recouvrer les montants déboursés pour le compte d'autres services. Selon les procédures en vigueur, les bordereaux interservices doivent être enregistrés rapidement et fidèlement dans les comptes et dans les états financiers. Le Comité a constaté des retards dans l'ajustement des bordereaux interservices au 31 décembre 1997 au Siège de l'ONU, à l'Office des Nations Unies de Genève, à la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et au Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE).

13. S'agissant du Siège de l'Organisation des Nations Unies, les bordereaux interservices non ajustés représentaient un solde net de 21 790 000 dollars au 31 décembre 1997; de ce fait, les montants bruts n'étant pas indiqués, les états financiers ne faisaient pas apparaître intégralement les transactions interservices en attente. À l'Office des Nations Unies de Genève, des transactions représentant un montant brut de 5,4 millions de dollars (2,8 millions de dollars nets), n'étaient pas accompagnées d'une documentation suffisamment détaillée pour permettre une identification immédiate. À la CESAP, 225 bordereaux interservices portant sur des transactions d'un montant de 1 670 000 dollars étaient en attente de traitement au 31 décembre 1997. Le Comité a été informé que le nombre de bordereaux en souffrance avait été ramené à 35 (équivalant à 50 000 dollars) au 30 juin 1998. Au PNUE, les arriérés accumulés dans l'ajustement des bordereaux interservices atteignaient 24 mois au 31 décembre 1997, contre 15 mois pour l'exercice biennal précédent. Le Comité a recommandé à l'Administration de faire le nécessaire pour que tous les bordereaux interservices en souffrance soient ajustés dans les meilleurs délais et de se conformer au système des ajustements mensuels. Il a recommandé en outre que le Siège de l'Organisation des Nations Unies redéfinisse le volume d'informations à joindre aux bordereaux interservices afin de garantir que ceux-ci soient accompagnés de toutes les précisions nécessaires à la vérification et à l'enregistrement correct des transactions (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 40 à 45, 47 et 48; A/53/5/Add.6, chap. II, par. 28, 29 et 31).

C. Questions de gestion

1. Achats

14. L'examen, par le Comité, des marchés importants passés par l'Organisation des Nations Unies au cours de l'exercice biennal a révélé des lacunes dans la planification des besoins, dans les procédures d'appels d'offres et d'attribution des marchés et dans la vérification de l'exécution des contrats avant le décaissement des fonds. Le Comité a évalué le marché à forfait portant sur les services de nettoyage et d'entretien (38,3 millions de dollars) et le contrat concernant la fourniture de matériel électrique et les services nécessaires à son fonctionnement et à son entretien (14 460 000 dollars) pour la période allant du 1er juillet 1996 au 30 juin 2001, y compris les marchés intérimaires conclus au cours de l'exercice biennal.

15. Ayant relevé des anomalies dans la gestion des contrats au Siège de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne les gros travaux d'entretien, le Comité a recommandé à l'Administration de planifier ces travaux suffisamment à l'avance d'une part pour éviter d'attribuer des contrats en dérogation aux procédures habituelles et d'autre part afin de disposer de délais suffisants pour la procédure d'approbation et d'obtenir des offres compétitives. Il a noté également que les travaux d'entretien et de transformation n'étaient pas planifiés suffisamment longtemps à l'avance au PNUE. Il a recommandé à cet organisme d'établir un plan pour ses travaux d'entretien et d'exploitation (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 79 et 81; A/53/5/Add.1, chap. II, par. 84).

16. Le système intégré de gestion destiné à la Bibliothèque Dag Hammarskjöld, pour lequel l'Organisation des Nations Unies avait signé un contrat et qui devait être mis en service en juillet 1995, n'était toujours pas terminé trois ans plus tard. Contrairement aux clauses contractuelles qui prévoyaient un règlement par versements échelonnés, le montant total du contrat, soit 238 856 dollars, avait été payé à l'avance en décembre 1994 en un seul versement, y compris 68 776 dollars pour la maintenance qui devait commencer à la fin de la première année d'essai du module. Le règlement anticipé de la totalité du montant dû avait créé un risque de faire des dépenses à fonds perdus et n'avait pas incité le sous-traitant à achever les travaux dans les délais prescrits. Le Comité a recommandé que, compte tenu du retard considérable que le système intégré de gestion de la bibliothèque avait pris depuis son autorisation par l'Assemblée générale au cours de l'exercice biennal 1992-1993, l'Administration devrait veiller à ce qu'il soit achevé sans plus tarder (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 83, 84, 86 et 87).

17. Après avoir examiné trois contrats adjugés par l'UNRWA, le Comité a recommandé à l'Office d'améliorer ses procédures de sélection et de passation de contrats et de mettre rapidement à jour la liste des fournisseurs afin que seuls des entrepreneurs compétents puissent être sélectionnés. De plus, l'Office devrait surveiller de près l'exécution des contrats pour s'assurer que les entrepreneurs respectent les normes requises, éviter les dépassements de coûts et de calendrier et faire appliquer strictement les clauses d'indemnisation prévues (A/53/5/Add.3, chap. II, par. 57).

18. En examinant 126 commandes d'une valeur totale de 56 250 000 dollars au Siège de l'Organisation des Nations Unies, le Comité a constaté que les appels d'offres avaient bien été adressés aux fournisseurs inscrits dans le fichier de la Division des achats. Toutefois, le délai de réponse aux appels d'offres ne dépendait ni du montant ni de la complexité des contrats. Dans 17 cas, le délai de présentation des offres était inférieur à quatre semaines, alors que le montant des marchés dépassait 200 000 dollars. Le Comité a estimé que cela avait un effet négatif sur le taux de réponses des fournisseurs.

19. À ce propos, le Comité a noté que le Manuel des achats, dans sa version révisée publiée en avril 1998, laissait au fonctionnaire chargé de la passation des marchés toute latitude pour décider au coup par coup des délais de présentation des offres, selon les circonstances, et qu'il suggérait pour des marchés moyens un délai de quatre à cinq semaines (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 90 à 92).

20. À la CESAP, des carences ont été relevées dans les procédures d'achat, notamment un défaut de planification, le fait que le Comité local des marchés ou le Comité des marchés du Siège n'étaient pas toujours consultés et des retards de livraison. À la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), il y a eu des retards de livraison pouvant aller jusqu'à quatre mois; des marques commerciales ou d'entreprises avaient été spécifiées dans des demandes de fournitures ou de services, contrairement aux dispositions du Manuel des achats; et des frais de transport qui représentaient une fraction importante du montant de la commande n'avaient pas été pris en compte lors de la phase d'évaluation. À l'Office des Nations Unies de Nairobi (ONUN) et au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS), aucune planification annuelle n'avait été faite pour les achats d'équipements et de fournitures, et à l'ONUN, aucun contrat-cadre n'avait été conclu pour les articles de papeterie par exemple : plusieurs commandes avaient été passées pour les mêmes articles. Le Comité a recommandé à l'Administration de veiller à faire respecter les instructions et les règles prévues dans le Manuel des achats et à réaliser des économies d'échelle dans toute la

mesure possible (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 96 ; A/53/5/Add.10, chap. II, par. 29).

21. À la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, aucune procédure n'avait été établie pour s'assurer que les impératifs d'économie et d'efficacité étaient dûment pris en compte dans les opérations d'achat gérées par la Caisse. Par voie de conséquence, tous les achats effectués directement par la Caisse pour l'exercice biennal terminé le 31 décembre 1997 reposaient sur des documents d'engagement de dépenses qui, à la différence des commandes, ne font pas nécessairement l'objet d'un appel d'offres. Le Comité a recommandé à l'Administration de mettre en place des procédures pour guider et surveiller les activités d'achat et rendre le système d'achats plus efficace (A/53/9, chap. II, par. 33).

22. Au Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets, les achats de biens et de matériel constituent une activité fondamentale. Le Comité a pris note des progrès accomplis dans la formation d'un personnel spécialisé et dans la rédaction d'un manuel contenant des directives à l'usage des fonctionnaires, et a recommandé au Bureau d'achever la mise au point de ce manuel à titre prioritaire. Dans un échantillon d'opérations d'achat examinées par le Comité, il n'y avait pas de bordereaux de réception ni de rapports d'inspection, et le Bureau n'avait de ce fait pas pu vérifier que les fournitures et le matériel reçus étaient conformes aux dispositions des contrats et que leur état était satisfaisant. Le Comité a recommandé à l'UNOPS de rappeler à tous les bureaux extérieurs qu'il importait d'établir des bordereaux de réception et des rapports d'inspection (A/53/5/Add.10, chap. II, par. 23 à 25, 32 et 33).

23. Le Comité a constaté que le nouveau Manuel des achats actualisait les directives relatives à la passation des marchés à l'Organisation des Nations Unies, mais il estimait toutefois qu'il fallait encore apporter des améliorations en ce qui concerne les appels d'offres ouverts et le fichier des fournisseurs. Par exemple, le Manuel n'indiquait pas avec quelle fréquence le Comité d'examen des fournisseurs devait évaluer les dossiers des nouveaux postulants et les recommandations de radier certains d'entre eux du fichier. Le Comité a recommandé d'ajouter au Manuel des directives relatives aux appels d'offres ouverts et de spécifier la fréquence des évaluations des fournisseurs potentiels par le Comité d'examen des fournisseurs (A/53/5, chap. II, par. 99 à 104).

2. Gestion des programmes

Exécution des programmes

24. S'agissant du CCI, le Comité a estimé que les descriptifs et les propositions de projets pourraient être plus com-

plets et assortis d'un cadre de contrôle et d'évaluation bien défini comprenant des indicateurs de résultat, des données de référence et des objectifs, et indiquant où, quand et comment les données quantitatives et qualitatives pertinentes seraient recueillies durant le cycle des projets. Il était également préoccupé de constater que les propositions de projets étant insuffisamment quantifiées, le Centre était incapable de démontrer que les bénéfices escomptés justifiaient les dépenses prévues. Le Comité a recommandé au CCI de normaliser les descriptifs de projets en veillant à ce qu'ils comportent tous une évaluation des besoins et des indicateurs qui en faciliteront le suivi effectif et l'évaluation (A/53/5 (vol. III), chap. II, par. 37 et 38).

25. À l'UNRWA, les taux d'exécution des programmes, exprimés sous la forme d'un pourcentage qui représente la part des crédits budgétaires dépensés, étaient compris entre 43 % et 64 % pour le Programme de mise en oeuvre de la paix, les projets d'équipement et les projets spéciaux, ainsi que les mesures spéciales en faveur du Liban et du territoire occupé. Cela était dû principalement au fait du faible soutien de la part des donateurs, à la fermeture des frontières, à l'attribution tardive des contrats et à la surveillance insuffisante des projets.

26. En outre, l'hôpital européen de Gaza, qui compte 230 lits, a été terminé pour un coût d'environ 48 millions de dollars, soit un montant supérieur de 11,2 millions de dollars aux 36,8 millions de dollars de contributions versées par les donateurs; la différence a dû être financée par le Fonds général. Bien que 60 % du matériel ait été installé en mars 1997, l'hôpital ne fonctionnait pas en décembre 1997, principalement en raison de retards dans la nomination de l'équipe de direction. Par ailleurs, l'Office avait réglé des frais d'entretien de 5,5 millions de dollars pour l'hôpital en 1997. Le Comité a recommandé à l'Office de faire en sorte d'obtenir des donateurs les sommes non encore versées et de rembourser au Fonds général les 11,2 millions de dollars dépensés au titre de l'hôpital européen de Gaza (A/53/5/Add.3, chap. II, par. 33, 42 à 44, 46 et 49).

27. Au PNUE, les objectifs et les résultats des projets n'étaient pas clairement définis d'un point de vue quantitatif et il n'y avait pas de points de repère pour les différentes étapes. Les projets démarraient avant d'avoir été officiellement acceptés ou approuvés et les états trimestriels de dépenses, les rapports d'activité semestriels et les rapports finals étaient présentés tardivement ou n'étaient pas présentés du tout. Le Comité a recommandé à l'Administration de mieux gérer et contrôler ses projets en veillant à ce que les objectifs et les réalisations soient clairement définis et à ce que les états trimestriels de dépenses et les rapports d'activité

semestriels soient communiqués diligemment. (A/53/5/Add.6, chap. II, par. 45 à 47, 50 et 55).

28. Au CCI, il était possible d'améliorer sensiblement les propositions de publication en indiquant dans chacune la raison d'être de la publication envisagée, le montant des ressources nécessaires et les effets escomptés. Le Comité a recommandé au Centre de veiller à ce que ses propositions de publication soient dûment justifiées et assorties d'une évaluation des ressources nécessaires (A/53/5 (vol. III), chap. II, par. 54 et 55).

29. Au HCR, les questions de politique générale concernant les réfugiées n'étaient pas pleinement intégrées au processus de formulation des projets et les recommandations pertinentes n'étaient pas appliquées en conséquence. L'absence de statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge empêchait de procéder à une évaluation des besoins qui puisse servir de base aux plans d'exécution. Le Comité a recommandé que l'Administration prenne sans tarder des mesures efficaces en vue de rassembler des statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge qui puissent être utilisées pour la formulation de programmes en faveur des femmes (A/53/A/Add.5, chap. II, par. 61, 62 et 64).

30. À l'UNICEF, le taux d'exécution combinée des programmes financés sur la masse commune des ressources et par les fonds supplémentaires est passé de 72 % en 1996 à 78 % en 1997. En ce qui concerne les programmes financés sur la masse commune des ressources, le taux d'exécution est passé de 91 % en 1996 à 86 % en 1997. Ces taux sont inférieurs au seuil de 93 % fixé pour l'année 1995. Le taux d'exécution des programmes financés par les fonds supplémentaires a été de 72 % en 1997 (70 % en 1996) et reste en deçà de celui des programmes financés sur la masse commune des ressources (A/53/5/Add.2, chap. II, par. 34).

31. S'agissant de la Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, le Comité s'est également inquiété des retards importants constatés dans l'exécution des projets. Sur 422 projets en cours ou terminés en avril 1998, 241 n'avaient pas respecté le calendrier d'exécution, avec des retards de plus d'un an pour 196 et plus de cinq ans pour 15 d'entre eux. Le temps d'exécution de 130 projets avait doublé, voire quadruplé par rapport à la durée initialement prévue. L'Administration a accepté d'apporter des justificatifs au moment de la révision des projets en cas de report des dates d'achèvement (A/53/5/Add.8, chap. II, par. 35 et 36).

32. Au PNUCID, le Comité a constaté, en examinant un échantillon de cinq projets, que tous ces projets se situaient dans les limites du budget ou n'enregistraient que de très faibles dépassements, mais que leur mise en route avait été

retardée et que quatre d'entre eux avaient été prolongés, l'un des projets ayant duré deux fois plus longtemps que prévu initialement.

33. Le Comité estime que ces retards dans l'exécution des projets nuisent à la réalisation de leurs objectifs. Il a recommandé à l'Administration d'analyser les raisons qui expliquent les dépassements importants dans le calendrier des projets et de prendre des mesures correctives (A/53/5/Add.9, chap. II, par. 47 et 48).

34. Il y avait des intervalles de temps importants entre la date d'achèvement des opérations et la date de clôture des comptes pour certains projets. Du fait de ces décalages, des dépenses risquent d'être imputées à tort à des projets qui sont achevés du point de vue opérationnel. Au PNUD, quelque 230 projets étaient inactifs au cours de l'exercice biennal 1996-1997. En examinant un échantillon de 75 projets inactifs, le Comité a constaté que, pour 35 d'entre eux, les comptes étaient officiellement clos, 18 étaient achevés sur le plan opérationnel depuis plus d'un an et 22 étaient officiellement toujours actifs mais n'avaient pas donné lieu à des dépenses depuis plus de six ans (A/53/5/Add.1, chap. II, par. 21).

35. Au FNUAP, le Comité a constaté qu'il y avait 220 projets exécutés par les gouvernements, et amorcés en 1993 ou avant, pour lesquels il subsistait un solde alors qu'aucune dépense n'avait été signalée en 1997. Le total des avances non décaissées pour ces projets était de 2,8 millions de dollars, ce qui, après déduction des 0,6 million de dollars dus aux gouvernements par le FNUAP au titre de ces projets, représentait un solde net de 2,2 millions de dollars dus au FNUAP. De même, dans le cas des projets exécutés par des ONG, un solde subsistait pour 60 projets représentant 0,7 million de dollars, qui avaient été entrepris en 1993 ou avant, mais aucune dépense n'avait été signalée en 1997 (A/53/5/Add.7, chap. II, par. 40 et 41).

36. Au PNUE, sur 177 projets financés par des fonds d'affectation spéciale pour lesquels des dépenses d'un montant total de 175,2 millions de dollars avaient été engagées et un montant de 128 millions de dollars effectivement dépensé au 31 décembre 1997, 101 avaient atteint leur date d'achèvement prévue à la fin de 1997, mais étaient toujours assimilés à des projets en cours. Il y avait parmi eux quatre projets dont l'achèvement était programmé en 1989. Les formalités de clôture pour 13 projets financés par des fonds d'affectation spéciale qui ont été achevés au cours de l'exercice biennal 1996-1997 s'étendaient sur une période de 11 à 70 mois (A/53/5/Add.6, chap. II, par. 46).

37. Au Centre des Nations Unies pour les établissements humains (Habitat), pour 137 des 154 projets dont les opéra-

tions ont pris fin pendant l'exercice biennal, la clôture des comptes a pris plus d'un an, et parfois trois ans ou plus (pour 61 d'entre eux). Le Comité a recommandé à l'Administration de fixer un calendrier prévoyant la clôture des comptes des projets peu après la fin des opérations (A/53/5/Add.8, chap. II, par. 37 et 38).

3. Gestion des ressources humaines

38. Au Siège de l'Organisation des Nations Unies, en juin 1998, on n'avait pas encore élaboré une politique pleinement concertée d'organisation des carrières. Le Comité avait précédemment abordé cette question dans son rapport sur l'exercice biennal 1992-1993. En avril 1997, l'Assemblée générale s'était déclarée préoccupée par l'absence d'une politique d'organisation des carrières au Secrétariat. L'Administration a indiqué que des progrès avaient été accomplis au niveau du Groupe de travail sur la gestion des ressources humaines établi par le Secrétaire général. Le Comité a recommandé qu'elle élabore et mette en oeuvre sans retard une stratégie d'organisation des carrières (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 111 à 113).

39. À la Commission économique pour l'Afrique, 27 % seulement des fonctionnaires – administrateurs et personnel des services généraux – émargeant au budget ordinaire de la Commission avaient des fonctions liées aux activités de programmes, tandis que 73 % occupaient des postes d'administration, de gestion et d'appui. Aussi, le Comité a-t-il recommandé à l'Administration de déterminer et de réaliser dans le cadre des réformes en cours une proportion optimale entre le personnel affecté et le personnel exerçant des fonctions administratives et de gestion (ibid, par. 117 à 119).

40. Au FNUAP, les effectifs totaux des bureaux extérieurs avaient notablement augmenté tandis que ceux du siège étaient restés à peu près stables. En conséquence, le rapport entre les effectifs du siège et les effectifs du terrain était passé de 1 à 2,3 en 1992-1993 à 1 à 3 en 1998-1999. Le Comité a recommandé au FNUAP de procéder à une analyse complète des effectifs, y compris à un examen des rapports entre le siège et les bureaux extérieurs, pour s'assurer qu'il y a un équilibre approprié entre la décentralisation et le contrôle, et que les bureaux extérieurs disposent d'un appui suffisant (A/53/5/Add.7, chap. II, par. 83 et 84).

Consultants

41. L'examen, par le Comité, des procédures de recrutement de consultants a révélé que certaines carences avaient subsisté au cours de l'exercice 1996-1997. Au Département des affaires humanitaires et au Bureau des affaires juridiques, des consultants ont été recrutés pour assumer des tâches de

routine qui auraient dû être confiées au personnel permanent. À la CESAP et à la CEPALC, les critères régissant la sélection des consultants et le calcul de leur rémunération ne sont pas écrits. Au Bureau des affaires juridiques et à la CESAP, des contrats ont été signés avec des consultants après le début de la mission; à la CESAP, les contrats ne contenaient aucune description détaillée des fonctions ni des résultats attendus. À la CEPALC, des contrats sont reconduits sur des périodes allant d'un an et demi à 10 ans, moyennant une succession de différents types de contrats et de modalités d'affectation; et au Bureau des affaires juridiques, des consultants ont été recrutés sans l'approbation préalable du Bureau de la gestion des ressources humaines. Le Comité a recommandé que l'Administration fasse respecter scrupuleusement les instructions relatives au recrutement des consultants (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 122 et 123).

42. À l'Université des Nations Unies (UNU), la proportion de consultants venant de pays en développement recrutés en vertu de contrats passés avec des établissements a légèrement augmenté, passant de 31 % en 1994-1995 à 54 % en 1996-1997. Toutefois, le taux de représentation des pays en développement n'était que de 27 % pour les contrats de louage de services et de 29 % pour les contrats de prestation de services de personnel. Le Comité a également constaté que la majorité des consultants engagés en vertu d'un contrat de louage de services étaient toujours des ressortissants d'un nombre limité de pays : les ressortissants de 3 pays développés, sur un total de 33 pays, représentaient 46 % des 97 titulaires de contrats de louage de services (A/53/5 (vol. IV), par. 22 et 23).

43. Le Comité a examiné 57 contrats de louage de services à l'UNICEF et a déterminé que, dans 23 cas (40 %), le paiement a été fait sans le rapport d'appréciation requis. Pour les paiements faits avec rapport d'appréciation, les responsables de l'appréciation n'ont pas spécifié si le travail des consultants était conforme à leur contrat. Le Comité a recommandé que l'Administration veille à ce que les procédures établies concernant l'appréciation du comportement des consultants soient intégralement appliquées (A/53/5/Add.2, par. 77 à 80).

4. Fonds d'immobilisations et gestion des locaux

44. À l'UNICEF, les fonds réservés aux immobilisations ont été reprogrammés pour inclure quatre nouveaux projets sans l'approbation préalable du Conseil d'administration. Le Comité a estimé que, puisque le Conseil d'administration de l'UNICEF avait spécifié les projets à réaliser lorsqu'il a

approuvé la création du fonds d'immobilisation, tout déplacement et toute nouvelle programmation de l'utilisation des fonds devraient recevoir l'autorisation préalable du Conseil d'administration. Le Comité a donc recommandé que l'UNICEF obtienne une approbation rétrospective pour les quatre projets ajoutés sans l'autorisation du Conseil d'administration (A/53/5/Add.2, chap. II, par. 55 et 56).

45. En outre, l'examen des factures présentées par le PNUD pour six projets relatifs à la construction de locaux communs qui lui étaient confiés dans le cadre du système des Nations Unies a révélé des dépassements de devis importants, allant de 29 à 287 % par rapport aux coûts indiqués sur les contrats. En juin 1998, le PNUD n'avait pas encore déterminé les montants dus par les organisations participantes.

46. En novembre 1995, le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires avait prié instamment l'Administration de l'UNU de prendre les mesures voulues pour que les recettes tirées de l'utilisation des locaux disponibles dans le bâtiment du siège de l'Université couvrent le coût de son entretien et de son exploitation. Pendant l'exercice 1996-1997, l'UNU n'est pas parvenue à dégager des recettes suffisantes à cette fin. Les recettes tirées de l'utilisation du bâtiment sont tombées de 2,8 millions de dollars en 1994-1995 à 2 310 000 dollars en 1996-1997; et les frais d'entretien s'élevaient à 4 130 000 dollars en 1996-1997. Le Comité a recommandé que l'UNU continue d'étudier les moyens d'accroître les recettes tirées de l'utilisation du bâtiment du siège et de réduire le coût de son exploitation et de son entretien (A/53/5 (vol. IV), chap. II, par. 34 et 36).

5. La question du passage à l'an 2000

47. Le Comité a entrepris une étude pour évaluer dans quelle mesure les diverses organisations étaient prêtes à faire face au problème du passage à l'an 2000, qui menace tous les systèmes informatiques. Il a constaté qu'elles étaient plus ou moins bien préparées.

48. À l'Organisation des Nations Unies, la plupart des systèmes informatiques d'importance critique doivent faire place au SIG. Il est donc impératif que le SIG soit introduit dans tous les bureaux extérieurs suffisamment tôt pour pouvoir remédier à d'éventuelles défaillances. Il faudra par ailleurs régler la question de tous les échanges de données avec des systèmes non compatibles 2000 (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 215 à 218).

6. Questions diverses

49. Le Comité a examiné les services communs à l'Office des Nations Unies de Genève et à l'Office des Nations Unies de Vienne et a constaté que ces offices fournissent des services à titre gracieux à certains organismes des Nations Unies, ce qui n'incitait pas ces derniers à modérer leurs demandes. Il a recommandé qu'on envisage de mettre en place un système prévoyant que les usagers des services communs fournis par les offices susmentionnés financent ces services, selon une formule de répartition des coûts. Les services de conférence, à Genève et à Vienne, n'avaient pas respecté le délai réglementaire de quatre semaines fixé pour la communication et la distribution des documents aux délégations dans 42 % des cas examinés par le Comité. Il était préoccupant de constater que, par suite de ces retards, y compris ceux imputables aux départements d'origine, 31 % des documents à Genève ont été distribués après la fin de la conférence à laquelle ils se rapportaient (A/53/5 (vol. I), chap. II, par. 130, 131 et 147).

50. À la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, il y avait des carences dans le contrôle interne exercé sur les fonctions assumées par la caissière en 1997. La même personne commandait et conservait des chèquiers, libellait et signait des chèques et assurait la garde de la machine utilisée pour signer les chèques. Au bureau de la Caisse à Genève, les fonctions de certification et d'approbation des prestations versées aux bénéficiaires n'étaient pas non plus délimitées comme il l'aurait fallu. Le Comité a recommandé à l'Administration de la Caisse de réorganiser les attributions du caissier/de la caissière de manière à faciliter la mise en oeuvre de contrôles internes rationnels. En outre, compte tenu de l'accroissement de la charge de travail au bureau de Genève, les fonctions devraient être soigneusement délimitées pour établir un contrôle plus rigoureux sur les paiements (A/53/9, chap. II, par. 27 à 31).

51. Le Comité a estimé que, à la Caisse commune des pensions, les avoirs de la Caisse, d'une valeur totale de 13,5 milliards de dollars, qui étaient placés sous la garde ou la supervision de divers dépositaires, n'étaient pas dûment protégés du fait que le montant des garanties représentaient de 0,2 à 8,2 % de la valeur totale des avoirs. Il a recommandé à la Caisse de revoir les contrats passés avec ses dépositaires en vue d'obtenir des garanties suffisantes pour ses avoirs placés sous la garde ou la supervision de ces derniers (A/53/9, chap. II, par. 23 à 26).

52. Au PNUE, un accord a été signé avec l'Agence spatiale européenne pour le compte de l'Organisation des Nations Unies en novembre 1994 sans déterminer comment le système de télécommunications par satellite Mercure serait relié au réseau mondial de télécommunication de l'ONU et sans que l'autorisation de signer des accords pour le compte de l'Orga-

nisation ait été formellement donnée. Le PNUE n'a retiré aucun avantage du projet malgré un investissement de plus de 6 millions de dollars. Le Comité a recommandé que l'Administration réexamine d'urgence la rentabilité et la viabilité du projet Mercure, y compris sa compatibilité avec le système de télécommunications de l'Organisation des Nations Unies (A/53/5/Add.6, chap. II, par. 37 à 40 et 42).

7. Cas de fraude ou de présomption de fraude

53. Le Comité a eu communication d'informations sur 111 cas de fraude ou de présomption de fraude, portant sur un montant total de 2 765 756 dollars, dont huit organisations avaient eu connaissance durant l'exercice biennal 1996-1997. Sur ce total, un montant de 549 098 dollars a été récupéré. Les personnes impliquées étaient des fonctionnaires et des non-fonctionnaires. Certains des fonctionnaires intéressés ont été renvoyés sans préavis à titre de mesure disciplinaire et, dans d'autres cas, l'enquête reste ouverte.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde

(Signé) Vijay Krishna **Shunglu**

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(Signé) Osei Tutu **Prempeh**

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes
du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) Sir John **Bourn**

Annexe

Liste des organisations ayant fait l'objet d'un rapport pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997

Organisation des Nations Unies^a
 Centre du commerce international (CCI)^b
 Université des Nations Unies (UNU)^c
 Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)^d
 Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)^e
 Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA)^f
 Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)^g
 Contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)^h
 Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)ⁱ
 Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)^j
 Fondation des Nations Unies pour l'habitat et les établissements humains, y compris la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II)^k
 Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID)^l
 Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS)^m

Le Comité a également examiné les comptes de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies, et son rapport y relatif sera inclus dans le rapport du Comité mixte (A/53/9).

Notes

^a *Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-troisième session, Supplément No 5 (A/53/5), vol. I.*

^b *Ibid.*, vol. III.

^c *Ibid.*, vol. IV.

^d *Ibid.*, *Supplément No 5A (A/53/5/Add.1).*

^e *Ibid.*, *Supplément No 5B (A/53/5/Add.2).*

^f *Ibid.*, *Supplément No 5C (A/53/5/Add.3).*

^g *Ibid.*, *Supplément No 5D (A/53/5/Add.4).*

^h *Ibid.*, *Supplément No 5E (A/53/5/Add.5).*

ⁱ *Ibid.*, *Supplément No 5F (A/53/5/Add.6).*

^j *Ibid.*, *Supplément No 5G (A/53/5/Add.7).*

^k *Ibid.*, *Supplément No 5H (A/53/5/Add.8).*

^l *Ibid.*, *Supplément No 5I (A/53/5/Add.9).*

^m *Ibid.*, *Supplément No 5J (A/53/5/Add.10).*